

PAR COURRIER ÉLECTRONIQUE

Québec, le 1^{er} septembre 2023

Madame Rosemonde Landry
Présidente-directrice générale
Centre intégré de santé
et de services sociaux des Laurentides
125, rue Duquet
Sainte-Thérèse (Québec) J7E 0A5

Madame la Présidente-Directrice générale,

Dans le cadre des mesures de réinvestissements financées par l'Institut de la pertinence des actes médicaux (IPAM), le projet *Standardisation de l'implication des chefs de département dans l'accès aux services spécialisés* (RCG-0323-169) a franchi toutes les étapes formelles d'approbation.

Nous tenons à vous remercier pour les suivis rapides qui nous permettent aujourd'hui de vous confirmer les montants non récurrents préliminaires pour chaque chef de département de votre établissement pour l'exercice 2023-2024.

Voici quelques informations importantes à considérer :

- Ce budget provenant de l'IPAM ne vise que la rémunération versée aux chefs de département dans leur rôle de chefs de département et ne vise pas à réduire la rémunération actuellement versée aux chefs, le cas échéant;
- **Postes vacants** : nous ne verserons pas à l'établissement les sommes attribuées au chef de département dont le poste est actuellement vacant selon la collecte de données d'avril 2023. Lors de la nomination d'un chef et de la signature de la résolution du conseil d'administration (CA) de sa nomination, nous vous invitons à nous transmettre l'information pour que nous puissions procéder au versement des sommes requises à l'établissement;
- **Santé publique** : il n'y a pas de rémunération prévue pour les chefs de département de santé publique, puisque ces postes sont déjà rémunérés;
- **Médecine dentaire et médecine générale** : puisqu'il s'agit d'une rémunération pour les médecins spécialistes chefs de département, il n'y a pas de rémunération prévue pour le département de médecine dentaire. La médecine générale a déjà un autre mode de rémunération;

... 2

- **Situations particulières** : la rémunération est attribuée pour un (1) chef de département. Si vous avez des situations particulières telles qu'un chef de département adjoint, nous vous invitons à poursuivre le mode de financement actuel et ajuster la rémunération attribuée selon les façons de faire usuelles;
- **Rémunération non exclusive** : la rémunération du chef de département lui est uniquement versée en contrepartie de ses fonctions de chef de département. D'autres fonctions de gestion médicale, de coordination, de cogestion ou pour d'autres raisons propres au fonctionnement de l'établissement peuvent faire l'objet d'une rémunération à un médecin chef de département;
- **Cette rémunération** est effective du 1^{er} avril 2023 au 31 mars 2024.

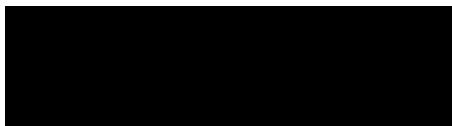
Voici donc le tableau de répartition des rémunérations pour votre établissement :

| Département | Chef | Rémunération |
|-------------------------|------|--------------|
| Anesthésie | | |
| Chirurgie | | |
| Médecine spécialisée | | |
| Gynécologie-Obstétrique | | |
| Imagerie médicale | | |
| Médecine d'urgence | | |
| Pédiatrie | | |
| Psychiatrie | | |
| Médecine de laboratoire | | |

Comme prévu dans la loi, les chefs de département doivent se voir nommés par le CA de l'établissement. Préalablement à telle nomination, nous vous invitons évidemment à échanger et convenir avec le chef de département concerné quant au mandat, aux objectifs, aux priorités et aux attentes de l'un envers l'autre concernant la gestion et le développement du département durant le mandat. Si jugé opportun par les parties, le tout ou une partie de ces éléments peut être inclus dans la résolution du CA.

Veuillez agréer, Madame la Présidente-Directrice générale, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre adjoint,



Stéphane Bergeron, M.D.

c. c. M. Elie Boustani, CISSS des Laurentides
M. Daniel Paré, MSSS
M. Sylvain Pomerleau, CISSS des Laurentides

N/Réf. : 23-AU-00598-01